NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Rouge Emeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N°42
mai 2018

comité NPA
du pays malouin:
npasaintmalo@gmail.com

Le 22 puis le 26 mai, touTEs mobiliséEs contre le gouvernement Macron

La France a gagné un triste prix : d'après le rapport d'Oxfam, elle est le pays où les actionnaires touchent le plus de dividendes. 67,4% des bénéfices vont aux actionnaires, 27,3% aux investissements... et 5,3% en prime aux salariés. *« En 2016, les patrons du CAC 40 gagnaient en moyenne 257 fois le SMIC ». « 1454 filiales d'entreprises du CAC 40 sont implantées dans des paradis fiscaux, sans qu'on sache combien d'impôts elles y payent ».*

Autant dire que, dans la France de Macron, il y a de l'argent, mais il est extorqué aux salariéEs et envoyé directement dans la poche des actionnaires et des grands patrons.

Le gouvernement craint la grève

Ces chiffres justifient encore plus les mobilisations qui existent actuellement dans le pays pour arrêter la politique de Macron. Après qu'un rapport ait été divulgué concernant le projet de privatisation de la SNCF, le gouvernement tente d'éteindre le feu. La grève des cheminotEs tient plus que jamais, la journée du 14 mai a été la plus massive depuis le début du mouvement.

Dans les universités, malgré la fin des cours, la mobilisation continue, avec des jeunes qui empêchent la tenue des examens afin de garantir une égalité entre touTEs les étudiantEs, d'empêcher des sanctions en demandant une validation automatique puisque, de toute façon, la plupart des cours n'ont pas eu lieu et que ça n'a donc aucun sens de vouloir évaluer ce que les étudiantEs n'ont pas étudié.

Des mobilisations qu'il faut unifier

Le 14 mai, donc, la mobilisation a été très forte à la SNCF. Le 15, ce sont les salariéEs de la santé qui se sont mobiliséEs. Le 16, une nouvelle mobilisation a eu lieu dans l'enseignement supérieur. Et à venir...

Le 22 mai, c'est toute la fonction publique qui sera mobilisée, pour arrêter le plan CAP 22 de casse des services publics (casse du statut de fonctionnaire, privatisations, suppressions de postes et de moyens...).

Ces mobilisations, nous devons les unifier pour gagner ensemble, pour ne pas perdre séparément. Nous avons besoin d'un plan d'urgence pour le monde du travail et la jeunesse, qui consiste à rejeter les attaques contre les services publics, à la SNCF, dans les universités et ailleurs, créer un million de postes dans la fonction publique, partager le temps de travail pour en finir avec le chômage.

Construire une grève générale

Pour faire céder ce gouvernement et mettre un coup d'arrêt à sa politique nous devons construire, renforcer, étendre les mobilisations et dépasser les divisions par secteurs et par professions, des divisions entretenues par la stratégie des directions syndicales.

Le 22 mai, tous les services publics devront être dans la rue, ce secteur qui emploie plus de 6 millions de salariéEs. Le 26 mai, une grande journée de mobilisation rassemblera, partout dans le pays, à l'appel des organisations syndicales, associatives et politiques qui s'opposent au gouvernement, tous les secteurs. L'objectif est de faire ces journées des tremplins pour construire une grève de masse pour arrêter ce gouvernement et le patronat.

MANIFESTATIONS

mardi 22 mai à 10h30
10h30, devant l'Hôpital de Saint-Malo

samedi 26 mai après midi
Rennes (précisions d'heure et lieu dans quelques jours)

(rassemblement du collectif des usagers des services public pour départ en train et en covoiturage à la gare de Saint-Malo)

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
http://www.anticapitaliste-35.org
et http://www.facebook.com/NpaSaintMalo

BREVES DE PONTONS

Le collectif des usagers des services publics du pays malouin en actions

Le collectif des usagers des services public du pays malouin a été créé à Saint-Malo au début du mois avril en référence à un accord national de 12 organisations politiques. Son objectif était de rassembler toutes les volontés combatives, qu'elles soient politiques, syndicales, associatives ou simplement des usagers pour défendre les services publics face aux attaques multiples du gouvernement Macron-Philippe et de soutenir les luttes de leurs salariés.

D'emblée, la création du collectif a été soutenue par EELV, la France Insoumise, Génération.s, le NPA, le PCF et a été rejoint rapidement par ATTAC et l'UDB.

Une première action de sensibilisation des usagers de la SNCF a été menée a la gare de Saint-Malo le 12 avril et répétée le 20 avril. Le collectif est intervenu de manière unitaire sur les manifestations du 19 avril et du 1er mai puis a organisé un rassemblement sur l'esplanade Saint-Vincent le 7 mai, avec des prises de paroles.

Le collectif qui souhaite vivement assuré une liaison permanente avec les syndicats des salariés en lutte a déjà collecté plus de 170 € qui ont été remis à la cagnotte en ligne leetchi.com.

D'ores et déjà, le collectif a programmé plusieurs autres initiatives:

Le 19 mai, de 17h à 18h30, sur l'esplanade Saint-Vincent Nicolas fait la déclaration à la sous-préfecture
le 22 mai, dans la manifestation des fonctionnaires
le 26 mai, appel à participer au rassemblement régional de Rennes avec déplacement collectif par le train.

Soutenez les cheminots en versant à la cagnotte nationale en ligne : https://www.leetchi.com/fr/Cagnotte/31978353/a8a95db7

Rejoignez le collectif des usagers !

Pas d'oubli pour les « saloperies » de Valls et des députés LREM

Manuel Valls était jeudi 18 à Tinténiac avec le député apparenté LREM de la circo Francois André. Nous étions avec le **collectif de soutien aux personnes Sans-Papiers** pour les interpeller et dire notre colère noire vis à vis de la nouvelle loi Asile-immigration! Ce fut en même temps réjouissant (nous étions prêt de 25 mobilisés en moins de 24h!... quand eux sur toute la circo ont eu bien de la peine à faire 100 personnes à leur repas...) et consternant! On a essayé d'argumenter et d'expliquer (le plus calmement possible... même si notre colère s'entendait aussi) pourquoi cette loi est un scandale démocratique.... Mais ils s'en foutent bien de la misère humaine des migrants, ils ne répondent RIEN quand on leur parle de gamins de migrants qui vivent 5 ans dans une incertitude totale sur leur avenir, incertitudes qui détruisent leur vie. RIEN sur la pseudo liste des pays sûrs, RIEN sur la rétention qui passe de 45 à 90 jours. RIEN sur le scandale des dublinés qui font que l'Italie et la Grèce doivent accueillir quasi seules les migrants.... Triste sire que ce Manuel Valls !... Et que dire de maires "de gauche" du secteur qui viennent soutenir Valls et André, eux qui ont rejoint la majorité de Macron et sa politique pour les riches! Par votre présence vous soutenez vous aussi cette politique....bien triste! On aurait pu manifester pour 1000 autres choses: Notre-Dame-des-Landes, le soutien de Valls aux dirigeants criminels d'Israël, la loi El Khomri, les ordonnances Macron... Nous on n'oublie pas votre politique! Plus que jamais nous continuerons à la combattre

Cheminots, la lutte continue !

A en croire le gouvernement, la direction de la SNCF et de nombreux médias, la grève des cheminots s'essoufflerait. Ils ont pourtant été obligés de reconnaître **que la journée sans cheminots du 14 mai a marqué une remontée très forte du taux de grévistes** et que peu de trains roulaient. De nombreux cheminots qui ne participent pas d'habitude se sont joints au mouvement. Sur de nombreuses lignes, il n'y avait quasiment pas de trains. Les cheminots ne font sans doute pas toujours grève tous en même temps mais une large majorité y participe. Les grévistes sont nombreux à tourner dans les gares, les bureaux et les ateliers pour entraîner leurs collègues. A différents endroits, les cheminots se sont retrouvés au coude à coude avec des étudiants, des postiers et d'autres corporations.

Le gouvernement prétend qu'il ne veut pas privatiser la SNCF. Pourtant **un document de travail entre la SNCF et le gouvernement a fuité et été rendu public**. Il montre clairement le contraire. Ils mentent comme il respirent et ces mensonges contribuent à faire monter la colère.

La grève continue donc et l'extension à d'autres secteurs est plus que jamais à l'ordre du jour.

132 jours de lutte des postiers rennais et d'Ille-et-Vilaine pour dire NON à Macron

Le 15 mai, les gendarmes mobiles étaient venus évacuer les postiers grévistes qui bloquaient la plateforme industrielle de Noyal-Chatillon-sur-Seiche. La grève des facteurs de Rennes s'était étendue à de nombreux autres bureaux de poste de la région : Saint-Malo, Dinard, Saint-Jouan …

Rappelons que les postiers refusaient la réorganisation sur leur dos des tournées qui les feraient terminer plus tard et la précarisation de leur métier. Sur certains secteurs de Rennes, la moitié des tournées étaient faites par des CDD. Les projets de la direction ne s'arrêtaient pas là. Avec sa formule « Facteur plus », les facteurs devaient être transformés en VRP multicartes chargés de vendre toutes sortes de services, de l'assistance aux personnes âgées isolées au ramassage du linge.

Le protocole d'accord intervenu jeudi 17 mai avec la CGT ne donne pas pleinement satisfaction aux postier.e.s, au sens où il ne supprime pas le projet d'organisation en « méridienne », se bornant à limiter ce système délétère à 4 tournées sur 24 dans un bureau rennais. L'accord ne prévoit également que la transformation de 5 CDD et CDI.

Autant dire qu'il ne constitue qu'un épisode de la lutte, laquelle ne pourra que rebondir dès que la Poste voudra appliquer « sa » réorganisation dans d'autres bureaux.

Gaza : pas de « responsabilités partagées », mais un État agresseur et un peuple

À n'en pas douter, le 14 mai 2018 viendra s'allonger à la longue liste des dates scandant l'histoire tragique du peuple palestinien. Ce jour-là, alors que la nouvelle ambassade US était inaugurée à Jérusalem, les snipers israéliens ont, une fois de plus, ouvert le feu sur une foule de manifestantEs désarmés à Gaza, tuant 59 personnes et en blessant près de 2500.

Souvent, les images sont plus fortes que les mots. À ce titre, nul doute que le contraste entre, d'une part, les cérémonies organisées à Jérusalem à l'occasion du transfert de l'ambassade US et, d'autre part, les scènes de désolation dans la bande de Gaza, illustre parfaitement non seulement la **violence cynique de la domination coloniale** mais aussi le sentiment d'impunité qui habite les dirigeants israéliens. D'un côté, petits fours, sourires, applaudissements et musique ; de l'autre, chaos, détresse, larmes, mort.

70 ans après la Nakba

La coïncidence des deux événements n'est pas fortuite, mais il serait inexact d'affirmer, comme on l'a trop entendu ces derniers jours, que les PalestinienEs se mobilisaient, le 14 mai, seulement contre l'inauguration de l'ambassade US. Ce serait en effet oublier, entre autres, que les snipers israéliens n'en étaient pas à leur coup d'essai à Gaza : depuis le 30 mars et le début de la « grande marche du Retour », ce sont en effet, à l'heure où ces lignes sont écrites plus de 100 manifestantEs qui ont été froidement abattus par l'armée d'occupation. Des manifestantEs qui ne protestent pas seulement contre la récente décision de Trump, mais contre l'enfermement, l'apartheid, et pour leurs droits nationaux, y compris le droit au retour pour touTEs les réfugiéEs.

Le 14 mai, en outre, est une date anniversaire pour le peuple palestinien, qui commémore chaque année, à cette occasion, la Nakba, la grande expulsion de 1947-1949, au cours de laquelle plus de 800 000 PalestinienEs furent chassés de leurs terres et de ce qui allait devenir l'État d'Israël. Le début de l'exil pour des centaines de milliers, devenus au cours des décennies des millions, de réfugiéEs, qui composent aujourd'hui encore la majorité du peuple palestinien. À Gaza, ce sont ainsi pas moins de 70% des habitantEs qui sont des réfugiéEs, dont la moitié (600 000 personnes) vivent dans des camps de l'ONU.

Pas de responsabilités partagées

Autant d'éléments qui rendent d'autant plus abjects les commentaires imbéciles des pseudo-spécialistes du genre d'Ulysse Gosset, « éditorialiste international sur BFM-TV », qui a cru bon d'affirmer le 14 mai au soir que *« la fête a été gâchée par les morts palestiniens »*. Des imbécilités qui entre en résonance avec la propagande de l'État d'Israël et de ses soutiens, qui font mine de ne pas comprendre que la situation insupportable dans la bande de Gaza, due principalement au blocus qui empêche l'arrivée de tout ce qui est nécessaire à une vie un peu normale, suffit à expliquer la colère et la révolte, et que si des dizaines de PalestinienEs, souvent très jeunes, sont assassinés, c'est à cause de la sanglante répression, pas d'une quelconque « manipulation » du Hamas.

Et lorsque les autorités françaises prétendent *« condamner les violences des forces armées israéliennes contre les manifestants »* tout en appelant *« tous les responsables à la retenue et à la désescalade »* et en évoquant *« la nécessité que les manifestations des prochains jours demeurent pacifiques »*, c'est bel et bien la rhétorique des responsabilités partagées qui domine, comme s'il pouvait y avoir une quelconque équivalence entre des manifestantEs revendiquant l'application du droit international et une armée d'occupation commettant des crimes de guerre.

Il n'y a pas de responsabilités partagées : tant qu'Israël ne respectera pas les droits nationaux et démocratiques des PalestinienEs, il doit être sanctionné et rendu comptable de ses crimes. C'est tout le sens de la campagne BDS (boycott-désinvestissement-sanctions), dont le développement et le renforcement, en l'absence de toute autre forme de sanction et de pression, sont une urgence absolue.

Julien Salingue

Etonnants voyageurs: Cohn-Bendit, Goupil, Lebris.... un raout pour les renégats de mai 1968

Pour l'édition 2018 des Etonnants Voyageurs, voilà que notre inénarrable et indéboulonnable Michel Lebris s'est souvenu qu'il a été dans sa jeunesse, un acteur (modeste) de mai 1968 (il était alors un militant maoïste pur sucre de l'Union des Jeunesses Marxistes-Léninistes et fut par la suite le directeur de l'hebdomadaire de la Gauche Prolétarienne, *la Cause du Peuple*). Et comme aucune opportunité de faire du business et du buzz pour faire tourner « son » festival ne lui échappe, quoi de mieux que de surfer sur la vague commémorative de mai 1968 dont un certain public bobo est nostalgique.

Et donc, Lebris a inséré dans « son » festival un « **après-midi mai 68** » (samedi 19 mai à partir de 14h au théâtre Chateaubriand) où il s'agissait davantage de travestir la réalité du mouvement social et de la jeunesse que de faire réfléchir sur son actualité. Ainsi il était question d'évoquer mai 68 en temps qu' »i*nsurrection poétique* » et la mort du « *rêve communiste* » à Prague en août de la même année.

Vous avez donc été rapidement rassurés, qu'avec les pigistes Cohn-Bendit et Goupil à la manœuvre, anciens combattants repentis de 68 mais néanmoins nouveaux convertis à la macronie, ca ne risquait pas d'être la rue Gay-Lussac dans l'Intra-Muros. Ce n'a pas été non plus un hommage aux 3000 grévistes malouins qui y défilèrent le 25 mai 1968 et qui bloquèrent la ville et le port du 21 mai au 3 juin, parce que eux, ils avaient compris que « pour refaire le monde », **une seule solution, la révolution** !

Réflexions sur les «violences» du 1er Mai

200000 manifestantEs le 1er Mai contre la politique de Macron. Mais une seule information dans les grands médias: les «violences» commises lors de la manifestation parisienne. Et une seule question: condamnez-vous ces «violences»?

Notre réponse est claire: non. D'une part, parce que ceux qui la posent n'ont aucune légitimité pour le faire. Les petits procureurs en charge du procès des violences urbaines sont en effet aux abonnés absents lorsqu'il s'agit de discuter et a fortiori de condamner la violence du système, la «violence des riches». D'autre part, parce que même si nous ne partageons pas la stratégie de ceux qui font le choix de s'en prendre à un McDo ou à un concessionnaire automobile lors d'une manifestation populaire, nous ne nous trompons pas d'adversaire.

Indécence

Il fallait les voir, toutes ces belles âmes qui s'empressaient de s'offusquer des «terribles violences» commises dans les rues de Paris le 1er Mai, elles qui n'ont jamais un mot pour parler des salariéEs qui souffrent, parfois meurent au boulot ou sont poussés au suicide à cause de leurs conditions de travail, des migrantEs qui se noient en Méditerranée en raison des politiques anti-migratoires de la France, de celles et ceux qui meurent de faim et/ou de froid dans les rues, des étudiantEs, manifestantEs, grévistes, zadistes violemment agressés par les «forces de l'ordre», ou encore des jeunes violentés ou tués par la police dans les quartiers populaires.

Il fallait les voir faire le procès des «terribles violences» commises dans les rues de Paris le 1er Mai, et exiger de tout un chacun, notamment de notre camarade Philippe Poutou qui ne voulait pas rentrer dans le rang, qu'il s'en démarque, qu'il s'en désolidarise, qu'il les condamne, sans même se rendre compte de la vanité de telles exigences, et de leur portée tragicomique. Le système capitaliste exploite, affame, spolie, blesse, tue des centaines de millions de gens, et l'urgence de l'heure serait de présenter ses condoléances aux familles des vitrines? Non merci.

Ne pas se tromper d'ennemi

Et l'on ne peut que regretter qu'ils soient particulièrement nombreux, à gauche, à avoir cédé à ces injonctions. Du PCF à LO, de la FI à la CGT, chacun, avec ses nuances, y est allé de sa petite formule, évoquant *«l'alliance objective entre les casseurs et Macron»*, dénonçant la *«confiscation de la manifestation du 1er Mai»* ou stigmatisant les *«méthodes de l'extrême droite»*. Cinquante ans après Mai 1968, les positions du PCF qui s'insurgeait à l'époque contre *«les agissements, les provocations et les violences des groupes ultra-gauchistes, anarchistes, maoïstes, ou trotskystes, qui font le jeu de réaction»* semblent toujours d'actualité.

Nous sommes convaincuEs que seul un mouvement de masse, impliquant des millions de personnes, pourra faire reculer Macron. En ce sens, les actions violentes minoritaires ne sont pas, pour nous, à l'heure actuelle, au menu. Il s'agit plutôt de convaincre, largement, de la légitimité de nos luttes, de les organiser, et de favoriser la participation du plus grand nombre. Mais contrairement à ceux qui se sont empressés de condamner les «violences» du 1er Mai, nous n'avons pas de problème à affirmer que celles et ceux qui ont «cassé» ne sont pas nos ennemiEs.

Notre force, c'est notre nombre

Il faut lire et entendre celles et ceux qui sont désormais une force sociale et, ne leur en déplaise, politique, qui compte. Les vitrines brisées et les véhicules incendiés ne sont pas la conséquence d'une volonté de pure destruction, mais d'une vision du monde qui pousse à engager physiquement, militairement, l'affrontement avec l'État et le capitalisme. Quitte à abandonner aux «réformistes» et autres «mous», et c'est ici que les désaccords commencent, les millions qui n'y sont pas prêts et qui, telle est la différence avec Mai 1968, ne considèrent pas qu'une telle confrontation est aujourd'hui légitime.

Dans les milieux autonomes eux-mêmes, la discussion est ouverte. En témoignent les points de vue publiés sur le site paris-luttes.info, qui critiquent la dérive avant-gardiste et minorisante de certainEs animateurEs du cortège de tête. Chacun a en effet conscience que les milliers, souvent jeunes, qui ne se reconnaissent plus dans les défilés syndicaux traditionnels, sont partie intégrante des luttes en cours, et que les exclusives ne sont guère à l'ordre du jour. Notre force, c'est notre nombre, et nous devons refuser que l'État et ses appareils idéologiques tracent la frontière entre les bons et les mauvais manifestantEs. Sans sectarisme, sans opportunisme, mais avec la conviction maintenue que si nous luttons, c'est pour gagner. Pas pour se faire peur ou pour se faire plaisir, mais pas davantage pour se contenter de stratégies et de formes d'actions qui ont fait la preuve de leur seule capacité à mener à des échecs répétés.

NDDL: se mobiliser face à la seconde phase d'expulsion de la zad

Le 17 janvier, le formidable mouvement contre la construction de l'aéroport remportait une bataille décisive en arrachant l'abandon du projet. Il avait fait plier l'État. Celui-ci a voulu se venger: occupation policière du territoire (toujours en cours), refus buté de toute forme de gestion collective, destruction d'un tiers des cabanes, 270 blessés au moins, 60 interpellations, champs inondés de gaz, 11.000 grenades tirées en une semaine...

Malgré ce déferlement de violence, une partie du mouvement a posé un geste d'apaisement en déposant des fiches nominatives en préfecture. Pourtant, le gouvernement n'a pas renoncé aux expulsions. Et depuis jeudi 17, tous les habitats sont à nouveau menacés, de nouveaux occupants ont été blessés, d'autres ont été interpellés, une dizaine de lieux de vie ont été détruits.... Le gouvernement ne vise qu'à éradiquer la zad et l'espoir qu'elle soulève.

Pourtant, nous continuons de penser avec les habitants de la zad que ce territoire doit rester vivant, habité, partagé, solidaire, et qu'il doit laisser la place à toutes celles/ceux qui veulent y vivre. Avec eux nous refusons tout nouveau tri et expulsions des lieux de vie et espaces d'activité. La pression policière et les ultimatums intenables doivent cesser.

Nous relayons l'appel des habitants de la Zad à se mobiliser sur le terrain et à encourager également les actions décentralisées qui sont menées par dizaines depuis le 9 avril. C'est le cas à Saint-Malo.

Saint-Malo, esplanade Saint-Vincent 8 mai 2018

Devant les nouvelles destructions des lieux de vie, les habitants de la zad appellent à une convergence massive sur la zad pour reconstruire des habitats et cultiver des jardins vivriers. Ensemble, il s'agira de rebâtir les lieux d'activité et de partage détruits.

En ces temps où le gouvernement essaie partout de briser les solidarités, la Zad adresse un fort message de soutien aux exilé.e.s, étudiant.e.s, cheminot.e.s, postier.e.s en grève et à toutes celles et ceux qui résistent dans d'autres secteurs.